

FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE DES ECONOMIES AFRICAINES

3-5 Mars 1999 – Dakar, Sénégal

RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES POUR L'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE EN AFRIQUE

Préparé par le Département des politiques industrielles et de la recherche
ONUDI
Vienne, Autriche

Mars 1999

Original : Anglais

Ce document a été rédigé dans le cadre du forum sur la compétitivité future des économies africaines. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ONUDI.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL

30 octobre 1998

**RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES POUR L'AMELIORATION DE
LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE EN AFRIQUE**

Préparé par le Département des politiques industrielles et de la recherche
ONUDI
Vienne, Autriche

FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE DES ECONOMIES AFRICAINES
3-5 mars 1999 – Dakar, Sénégal

TABLE DES MATIERES

PAGES

RESUME

CHAPITRE I. Introduction

- CHAPITRE II. Productivité et compétitivité en Afrique
- II.A. Tendances de la croissance de la productivité
 - II.B. Avantages comparés révélés de quelques secteurs industriels
 - II.C. Compétitivité
 - II.D. Obstacles à la croissance de la productivité et au renforcement de la compétitivité

- CHAPITRE III. **Mesures relatives au renforcement des capacités**
- III.A. Stratégies et politiques industrielles
 - III.B. Politiques technologiques et organisationnelles
 - III.C. Développement des ressources humaines
 - III.D. Renforcement de l'entrepreneuriat et du développement des petites et moyennes entreprises
 - III.E. Restructuration financière et privatisation

CHAPITRE IV. Rôle de l'ONUDI

Références

Listes des tableaux

		Page
Tableau 1.	Indice de productivité de la main-d'œuvre des agro-industries en Afrique, par sous-région, 1995 (1990 = 100)	
Tableau 2.	Pays africains à forte croissance de la productivité de la main-d'œuvre, 1990-1995	
Tableau 3.	Indices des ACR, Afrique hormis Afrique du Sud 1976-1995 (pourcentage)	
Tableau 4.	Eventail des avantages comparés révélés (ACR) positifs en Afrique 1976-1995	
Tableau 5.	Contraintes à la compétitivité en Afrique, 1998	

Sigles et abréviations

CRI	Coût des ressources intérieures
IED	Investissement étranger direct
FMI	Fonds monétaire international
JAT	Juste à temps
ONG	Organisation non gouvernementale
PNI	Pays nouvellement industrialisés
APD	Aide publique au développement
ACR	Avantage comparé révélé
FAS/FASR	Facilité d'ajustement structurel / Facilité d'ajustement structurel renforcé
STN	Société transnationale
PFT	Productivité de facteur total
GQT	Gestion de la qualité totale

Résumé

L'augmentation de la productivité nationale permet de renforcer la compétitivité des entreprises suite à la libéralisation des politiques et à la déréglementation des marchés. Elle requiert l'élaboration de politiques aux niveaux macro, meso et micro, qui encouragent les entreprises à créer des structures organisationnelles, facilitent le progrès technologique et renforcent la capacité d'absorption des connaissances à tous les niveaux au sein d'une organisation donnée. Les politiques doivent s'attacher à renforcer la croissance de la productivité des facteurs – la poursuite de la compétitivité internationale en tant que telle est une "illusion dangereuse", car elle limite les options politiques dont disposent les gouvernements, en particulier dans une économie mondiale caractérisée par la baisse de la production et le ralentissement des exportations. Dans les pays industriels développés fortement tributaires du commerce international, la croissance du revenu par habitant s'explique par l'augmentation de la productivité intérieure et non par l'évolution de la compétitivité internationale.

Croissance de la productivité et évolution de la compétitivité en Afrique

Un certain nombre de facteurs déterminent la croissance de la productivité et l'amélioration de la compétitivité qui en découle. La main-d'œuvre et le capital n'expliquent pas nécessairement toutes les différences de productivité entre entreprises. La qualité de la gestion, les structures de l'efficacité collective des groupes et des districts industriels ainsi que la structure organisationnelle sont des facteurs vitaux. L'accumulation du savoir technologique, la formation du capital humain et physique, la structure organisationnelle du travail, les effets d'échelle, les possibilités d'apprendre en travaillant et les systèmes de stimulants sont des facteurs importants eu égard à l'accroissement de la productivité et du renforcement de la compétitivité.

Les preuves empiriques montrent que la croissance de la productivité des facteurs dans un échantillon de 40 pays africains au cours de la période 1950-1990 était positive, mais très faible. Dans la plupart des pays africains, la croissance de la production pendant la période 1950-1990 a été, pour l'essentiel, le fait de l'accélération de la croissance de la main-d'œuvre et, ce qui est moins important, de l'accumulation du capital. L'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre et du capital utilisé a joué un rôle relativement mineur.

Cependant, dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'accroissement de la productivité a été dû, pour l'essentiel, au ralentissement de la croissance de l'emploi. Ce type de croissance n'est pas durable, car il s'essouffle lorsque l'accroissement de la main-d'œuvre et du financement rencontre des difficultés. L'amélioration de l'organisation de la production et de "l'approfondissement" technologique est donc vitale pour la réalisation d'une croissance durable. Les preuves tendent à montrer que la croissance de la productivité des facteurs a été négative en Afrique pendant la période 1990-1996 – l'ère de l'accélération de la politique de libéralisation – et la plupart des avantages des quatre dernières décennies ont ainsi été perdus.

L'évolution des ratios des avantages comparés de la compétitivité au cours de la période 1990-1995 montre que relativement peu de ratios ont augmenté dans les

pays africains pour quelques industries manufacturières à haute intensité de main-d'œuvre – le mobilier, les produits du cuir, l'habillement et l'industrie alimentaire en général. Ces secteurs manufacturiers n'ont cependant pas connu une croissance de la productivité de la main-d'œuvre au cours de cette période – la corrélation entre la croissance de la productivité et l'amélioration de l'avantage comparé est faible.

Il n'est pas possible d'évaluer l'évolution de la compétitivité internationale, dans la mesure où le Rapport sur la compétitivité en Afrique 1998, établi par le Forum économique mondial, est à sa première édition. L'index de la compétitivité présenté dans le rapport évalue le caractère attractif des économies pour le capital étranger. Il ne mesure pas la performance économique ou les potentialités d'un pays donné. Il ne fournit pas non plus de preuves concernant l'adéquation des politiques en ce qui concerne leur impact sur la croissance et le renforcement de la productivité des facteurs. Ainsi, le Rapport sur la compétitivité en Afrique 1998 passe en revue a) les règlements fiscaux, b) les difficultés liées à l'obtention du financement interne, c) l'inadéquation de l'infrastructure, et d) la corruption qui sont les quatre principaux obstacles à l'accroissement de la compétitivité. L'insuffisance des niveaux d'éducation et les conditions du marché de la main-d'œuvre ne sont pas considérées comme des contraintes majeures à la compétitivité, et l'obsolescence du stock de capital ainsi que la stagnation technologique et organisationnelle au niveau de l'entreprise ont été passés sous silence. Il est clair que les politiques qui renforcent la compétitivité n'auront pas nécessairement un impact direct sur l'augmentation de la productivité des facteurs en Afrique.

Politiques relatives au renforcement des capacités

La stratégie industrielle doit être sélective et souple. Sa préoccupation majeure devrait être le renforcement des capacités organisationnelles et technologiques d'un nombre limité d'entreprises potentiellement dynamiques. On pourrait concevoir un système de stimulants afin de contrôler la performance de ces entreprises et d'établir un lien entre le soutien et la performance, en particulier les exportations.

On pourrait encourager le passage de la production de masse à la fabrication personnalisée en série et à la spécialisation souple dans un certain nombre de secteurs. Une telle transition organisationnelle au niveau de l'entreprise nécessite peu de capitaux – ou de devises – et peut constituer un moyen important d'améliorer la qualité du produit et l'efficacité de l'ouvrier.

La demande intérieure et l'orientation vers les exportations pourraient être considérées comme des politiques complémentaires. La réussite des exportations doit reposer sur un marché intérieur dynamique. L'agroindustrie constitue un objectif important du soutien politique, mais il ne faut pas perdre de vue la modernisation de la technologie et la formation des compétences, comme c'est souvent le cas, en supposant que ces aspects nécessitent beaucoup de main-d'œuvre. Des progrès technologiques rapides s'opèrent dans la transformation alimentaire, les textiles et l'habillement.

L'innovation technologique est au cœur de la problématique des capacités de compétitivité des entreprises africaines. Celles-ci doivent relever le défi qui consiste à assurer une combinaison efficace de l'utilisation de la main-d'œuvre semi-qualifiée

avec la conception informatisée utilisant de nouvelles technologies. Il faudrait encourager les alliances stratégiques entre entreprises conduisant au transfert des capacités de R&D dans les pays africains. L'identification des capacités technologiques des entreprises et la création de stimulants pour la modernisation des technologies constituent un autre aspect non négligeable de la politique industrielle. L'interaction continue entre les entreprises et les organismes de soutien publics en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises peut s'avérer très utile à cet égard, comme l'a montré l'exemple des pays de l'OCDE.

Le développement industriel nécessite une amélioration continue de toute la gamme des compétences humaines, depuis celles dont on a besoin au niveau de l'usine jusqu'à la supervision, en passant par les aspects financiers, l'ingénierie, l'acquisition des biens et services, le marketing et la gestion en général. La création des compétences est le résultat de la formation professionnelle et de la formation acquise dans les institutions de formation ainsi qu'au sein des entreprises. Différents types de compétences sont nécessaires à différents niveaux du développement industriel. Le passage d'un niveau ou d'une structure de développement industriel à un autre nécessite le changement du système de création des compétences et son utilisation par l'industrie. Etant donné que la plupart des pays africains ont une structure industrielle caractérisée par des activités d'assemblage et de transformation simples, la première question qui se pose est de savoir dans quelle mesure ces besoins de compétences sont satisfaits. Des mesures s'imposent pour améliorer le taux d'alphabétisation, étendre la couverture et la profondeur de la formation technique et de gestion pour une part importante de la main-d'œuvre, rendre formelles les procédures de formation sur le tas, étendre l'éducation secondaire et la formation technique, créer une large gamme d'expertises financières et d'ingénierie, mettre en place des programmes formels de formation sur le tas, en particulier au niveau des entreprises orientées vers les exportations, et améliorer les aptitudes de création des petites et microentreprises.

En ce qui concerne les petites et microentreprises, les politiques pourraient viser à promouvoir leur intégration dans le secteur formel. Le regroupement des petites et microentreprises et la création de liens avec les grandes entreprises devraient être encouragés. Les programmes de microfinancement devraient être viables sur le plan commercial plutôt que d'être axés sur les organisations non gouvernementales (ONG), compte tenu du problème de la multiplicité des objectifs. Il faut mettre l'accent sur le renforcement des capacités des entreprises et non sur la création d'emplois directs, étant donné que les effets sur l'emploi indirect sont substantiels.

La création des capacités financières nécessite a) la recapitalisation des principales institutions financières à travers les fusions, et b) les acquisitions, le lien avec la privatisation, la réhabilitation des projets et les programmes de recapitalisation du secteur financier. L'aide publique au développement (APD) et l'assistance technique seront nécessaires pour atteindre cet objectif.

Rôle de l'ONUDI

Dans le cadre de ses nouveaux Modules de services, en particulier ceux concernant la compétitivité de l'économie et l'emploi productif, l'ONUDI est bien placée pour apporter une assistance dans les domaines ci-après :

- la formulation et la mise en œuvre de la politique industrielle
- les réseaux de statistiques et d'information
- la métrologie, la normalisation, la certification et l'accréditation
- l'amélioration continue et la gestion de la qualité
- la promotion de l'investissement et de la technologie
- le cadre politique relatif aux petites et moyennes entreprises
- la politique relative au développement de l'entrepreneuriat féminin
- le développement de l'entrepreneuriat
- le développement des agro-industries et des compétences techniques pertinentes

Ces Modules de services de l'ONUDI pourraient appuyer fort utilement les efforts des décideurs africains visant à accroître la productivité et la compétitivité de l'industrie africaine.

I. INTRODUCTION

Le renforcement des capacités internes en vue d'accroître la productivité est reconnu de plus en plus comme le principal facteur déterminant de la croissance économique et de la prospérité. La période de croissance industrielle rapide que l'Angleterre a connue au sortir de la révolution industrielle dont elle a été le pionnier s'est caractérisée par une augmentation appréciable de la croissance de la productivité intérieure suite au renforcement des capacités internes. La transformation économique rapide des économies américaine et japonaise a été due également, pour l'essentiel, au renforcement des capacités internes, d'une manière générale, et à l'augmentation significative de la croissance de la productivité interne, en particulier. La première et la deuxième génération des pays nouvellement industrialisés (PNI) ont accordé la plus haute priorité au renforcement des capacités internes pour la croissance de la productivité intérieure comme principale source de la croissance industrielle rapide. Ces événements démontrent que la croissance industrielle rapide et le relèvement du niveau de vie qui en découle sont déterminés presque entièrement par des facteurs internes, en particulier par le taux de croissance de la productivité.

Il est important de comprendre la distinction entre productivité et compétitivité. La croissance de la productivité intérieure est à l'origine de l'amélioration de la compétitivité des entreprises et non sa conséquence. La compétitivité a trait à la performance des entreprises sur les marchés – en particulier sur les marchés internationaux. Dans les pays industriels développés – qui sont fortement tributaires du commerce international, la croissance du revenu par habitant s'explique par le taux de croissance de la productivité intérieure et non par les indices qui mesurent l'évolution de la compétitivité internationale.

Un certain nombre de facteurs déterminent l'amélioration de la croissance de la productivité et l'augmentation de la compétitivité qui en découle. De nombreuses preuves montrent que la main-d'œuvre et le capital n'interviennent pas nécessairement dans les différences de productivité entre entreprises, et que des variables telles que le mode de gestion, la structure de l'efficacité collective dans les groupes et districts industriels, les structures organisationnelles sont des facteurs déterminants. L'accumulation du savoir technologique, la formation du capital humain et physique, l'organisation appropriée du travail, les effets d'échelle, les possibilités d'apprendre en travaillant, et les systèmes de stimulants jouent un rôle prépondérant dans le renforcement de la croissance de la productivité et de la compétitivité.

Les niveaux de vie en Afrique ne peuvent augmenter que si a) le capital et la main-d'œuvre ainsi que les facteurs clé susmentionnés existent de plus en plus au niveau des industries à forte valeur ajoutée par travailleur, et b) les pays africains maintiennent une position dans les industries qui soit supérieure à celles de leurs concurrents. La forte valeur ajoutée par ouvrier ne se produit pas nécessairement uniquement dans les secteurs qui nécessitent beaucoup de capitaux. L'avantage comparé de la plupart des pays africains réside dans les agro-industries en raison des ressources dont ils disposent. Malheureusement, l'essentiel de l'accroissement de la productivité dans les agro-industries en Afrique est souvent le résultat de la réduction des effectifs qui caractérise les agro-industries du continent.

Le combat de l'Afrique pour assurer une transformation économique rapide sera déterminé par la capacité à convertir l'immense réservoir de capital humain de l'Afrique en capacités humaines pour améliorer la productivité dans les domaines des produits prometteurs. Le renforcement des capacités humaines et technologiques est important, même pour la création d'industries à faible niveau technologique, à haute intensité de main-d'œuvre et fondées sur les ressources, et pour le renforcement de leur capacité à accroître la valeur ajoutée, l'emploi et la compétitivité. La transformation des ressources naturelles nécessite des compétences similaires à celles du développement de l'industrie manufacturière en général. Il n'existe pas de contradiction entre la spécialisation dans les activités à faible niveau technologique pendant la phase initiale de l'industrialisation et les niveaux élevés de l'industrialisation à long terme. L'adaptation des biens d'équipement importés aux conditions locales (par exemple, aux différentes qualités ou types de matières premières) facilite l'apprentissage technique au niveau des techniciens nationaux, contribuant ainsi à l'efficacité industrielle par le truchement de l'accroissement de la productivité.

Il est important que les décideurs africains concentrent leur attention sur la tâche qui consiste à améliorer la productivité des facteurs internes. L'accroissement de la productivité des facteurs ne peut être la conséquence automatique de la stabilisation économique et de l'adaptation aux normes et pratiques du marché mondial. Elle doit être encouragée par l'adoption et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces, en particulier aux niveaux meso et micro. Après un inventaire des preuves empiriques de la croissance de la productivité des facteurs et de l'évolution de la compétitivité en Afrique au Chapitre II, les options politiques du renforcement des capacités sont examinées au Chapitre III.

II. PRODUCTIVITE ET COMPETITIVITE EN AFRIQUE

II.A. Tendances de la croissance de la productivité

Les tendances de la croissance de la productivité des facteurs totaux en Afrique n'ont pas été très encourageantes. En 1993, le FMI estimait que la productivité des facteurs totaux (PFT) avait cru au taux annuel de seulement 0,2 % en Afrique au cours de la période 1971-1993, contre un taux de croissance annuel moyen de la PFT de 1,4 % pour l'ensemble des pays en développement (FMI, 1993). Le FMI a mis en exergue l'inefficacité relative de l'investissement en Afrique en soulignant que les différences importantes du taux de croissance de la PFT existent malgré une quasi-égalité des taux d'investissement – l'investissement de l'Afrique par rapport au PIB était égal au ratio moyen investissement/PIB pour les pays en développement et était raisonnablement élevé, s'établissant à 25 %. La baisse de la part de l'industrie, en général, et de l'industrie manufacturière dans le PIB africain qui est intervenue au cours de la période 1980-1996 devrait entraîner une nouvelle baisse de la PFT.

Le ralentissement de la croissance de la PFT au cours des années 80 et 90 a été dû, du moins en partie, aux changements organisationnels au sein du secteur manufacturier. La croissance de la productivité a été freinée également, dans une large mesure, par la pénurie de compétences, la faiblesse de l'infrastructure physique et institutionnelle et l'étroitesse des marchés qui rendent impossible l'utilisation des économies d'échelle. Comme beaucoup d'auteurs l'ont reconnu,

l'industrialisation de l'Afrique connaît une régression depuis le début des années 80 (Pack, 1994 ; ONUDI, 1997b) et la désindustrialisation est presque synonyme de ralentissement de la croissance de la productivité (Lall, 1990). Le rôle progressif de l'industrie manufacturière sur le plan technologique met en exergue la nécessité d'une nouvelle industrialisation rapide de l'Afrique.

A l'heure actuelle, l'Afrique subsaharienne ne représente que 0,2 % de la VAM mondiale (contre 0,3 % en 1980) et selon les estimations de l'ONUDI, la VAM en Afrique subsaharienne s'est effritée au rythme annuel de 1 % au cours de la période 1990-1997 (ONUDI, 1997b). Par ailleurs, les industries de biens d'équipement ne représentent que 6 % de la VAM d'Afrique subsaharienne. Il est particulièrement pertinent de souligner que la VAM de la production des machines non électriques a baissé au rythme de 0,4 % par an en Afrique subsaharienne au cours de la période 1970-1996.

La production par habitant dans l'industrie manufacturière subsaharienne est passée de 7924 dollars en 1990 à 6762 dollars en 1996. De toute évidence, la baisse de la PFT s'est accélérée au cours de la période 1990-1996 au cours de laquelle une reprise économique était attendue (Banque mondiale, 1993). Il n'est pas surprenant que la production par habitant dans le secteur manufacturier d'Afrique subsaharienne en tant que pourcentage de la production mondiale par habitant soit passée de 30,8 % en 1990 à 25,6 % en 1996. En 1970, la productivité de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne s'élevait à 36,5 % de la production mondiale par employé. Au cours de la période 1990-1996, la croissance de l'emploi était en moyenne de 1,6 % dans le secteur manufacturier d'Afrique subsaharienne, tandis que la production avait baissé en moyenne de un pour cent par an. Ceci contraste fortement avec les années 80 au cours desquelles la croissance annuelle moyenne de la production avait été positive et (en termes de statistiques) était plus élevée que la croissance moyenne des emplois dans le secteur manufacturier en Afrique subsaharienne. La croissance de l'emploi demeure concentrée dans les secteurs traditionnels à niveau technologique faible et la part des industries de biens d'équipement (ISIC 38) dans les emplois manufacturiers d'Afrique subsaharienne n'était que de 4,9 % en 1996 (ONUDI, 1997b). La VAM a diminué au rythme de 1,1 % par an en Afrique subsaharienne au cours de la période 1990-1996.

Les données de séries temporelles cohérentes relatives à la production par employé dans les branches manufacturières ne sont pas toujours disponibles. Néanmoins, le Tableau 1 présente les estimations de la croissance de la productivité et de la main-d'œuvre dans les dix principaux secteurs industriels dans 38 pays africains au cours de la période 1990-1995 -- ces branches représentant près de 63 % de la VAM en 1995 -- et leur part dans la VAM africaine a augmenté au cours de la décennie écoulée. En ce qui concerne le secteur manufacturier dans son ensemble, la productivité de la main-d'œuvre a baissé par rapport à la valeur de l'indice de 1993 en 1995 (1990 = 100). La seule région qui a enregistré une croissance positive de la productivité était l'Afrique du Nord et la baisse de productivité la plus marquée a été enregistrée en Afrique australe (hormis l'Afrique du Sud pour laquelle des séries temporelles ne sont pas disponibles) et l'Afrique orientale. Pour l'Afrique dans son ensemble, la croissance de la productivité et de la main-d'œuvre a été positive pour le tabac, les boissons et les produits argileux. Dans beaucoup de cas -- principalement pour l'industrie du tabac -- l'augmentation de la productivité était due

à la chute de la croissance de l'emploi. La croissance de la productivité est restée généralement concentrée dans un nombre limité de pays.

Tableau 1. Indices ^{a/} de la productivité de la main-d'œuvre des industries agroalimentaires en Afrique, par sous-région, 1995 (1990 = 100)

ISIC		Total Afrique	Septentrionale	Occidentale	Centrale	Orientale	Austral
300	Secteur manufacturier	93,4	101,0	92,1	93,7	87,3	80,6
311-12	Produits alimentaires	96,0	110,8	79,8	86,2	80,9	112,0
313	Boissons	101,3	166,5	75,5	103,4	86,8	84,9
314	Tabac	142,8	130,4	109,6	89,7	283,9	100,4
321	Textiles	98,1	153,2	73,6	79,5	84,2	77,2
322	Habillement, sauf chaussures	80,2	76,8	129,2	99,1	128,5	37,1
323	Tannerie et produits du cuir	87,5	79,1	94,1	64,7	68,3	112,9
324	Chaussures, hormis caoutchouc vulcanisé ou moulé ou chaussures plastiques	84,5	72,5	97,0	60,3	64,3	81,7
331	Scieries, planage et autres usines de bois	94,3	92,1	117,3	49,0	67,6	84,6
332	Mobilier et fourniture, hormis surtout les métaux	87,9	75,5	130,2	79,4	77,8	81,1
332	Produits structurels argileux	107,2	93,1	88,4	153,7	81,9	87,6

a/ Mesurée en fonction de l'évolution de la valeur ajoutée par rapport à la main-d'œuvre employée au cours de la période 1990-1995 en dollars EU constants de 1990.

Source : ONUDI (1997b).

L'analyse des données de 38 pays africains au cours de la période 1990-1995 révèle une croissance appréciable de la productivité de la main-d'œuvre dans les branches et les pays énumérés ci-dessous.

Tableau 2. Pays africains à croissance élevée de la productivité de la main-d'œuvre, 1990-1995

1. Transformation alimentaire	Algérie, Botswana, Sénégal, Togo, Zimbabwe
2. Boissons	Algérie, Bénin, Egypte, Ghana, Lesotho, Sénégal, Togo, Seychelles, Tunisie, Ouganda, Swaziland
3. Tabac	Algérie, Cap vert, Egypte, Ghana, Maurice, Soudan, Seychelles et Tunisie
4. Textiles	Bénin, Botswana, Egypte, Lesotho, Tunisie, Ouganda
5. Habillement	Bénin, Botswana, Lesotho, Ghana, Maurice, Sénégal, Seychelles
6. Cuirs	Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Egypte, Lesotho, Ouganda
7. Chaussures	Cameroun, République centrafricaine, Egypte, Congo, Ghana, Lesotho, Seychelles
8. Produits du bois	Botswana, Cameroun, Ghana, Tunisie
9. Mobilier	Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Lesotho, Rwanda, Sénégal, Tanzanie
10. Matériaux de construction	Bénin, Ghana, Lesotho, Maroc, Tunisie
11. Produits chimiques industriels	Egypte, Ghana, Maroc, Afrique du Sud, Tunisie
12. Machines	Egypte, Maroc, Nigéria, Afrique du Sud, Tunisie

Source : ONUDI (1997b)

II. B Avantages comparés révélés de quelques activités industrielles

La présente section s'attache à évaluer les avantages comparés de l'Afrique dans les principales activités industrielles. L'approche suivie consiste à étudier les indices d'avantages comparés révélés (ACR) élaborés par Forstner et Ballance (1990). Les limitations de l'approche telle qu'adoptée dans le présent document sont indiquées ci-après :

- a) L'ACR doit être calculé, dans une situation idéale, pour les produits (niveau de 6 chiffres ISIC). La disponibilité des données rend cette tâche impossible et les estimations présentées ne comportent que 3 chiffres.
- b) Les estimations présentées ne concernent que le commerce interindustriel. Les flux d'échanges intra-industriels ne sont pas pris en compte.
- c) Etant donné que le concept de l'ACR reflète le cadre conceptuel du modèle de Hecksher-Ohlin, les structures commerciales ainsi identifiées ne prennent pas en compte des facteurs tels que les économies d'échelle, la différence entre produits et la concentration des marchés. Ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle théorie du commerce international privilégie l'importance de ces facteurs dans la détermination de la structure commerciale (Krugman, 1983).

Le Tableau 3 montre qu'en 1976, la seule activité qui affichait une valeur positive de l'avantage comparé révélé était l'industrie de la transformation alimentaire. Les produits du cuir et de l'habillement ne constituaient que des cas marginaux. En 1996, tant les produits du cuir que l'habillement avaient amélioré considérablement leurs

indices de l'ACR, mais la transformation alimentaire avait enregistré une baisse -- la valeur de son ACR était passée de 37 pour cent à 13,7 pour cent. En 1995, l'ACR de la transformation alimentaire était devenu négatif. La compétitivité internationale de l'habillement et des produits du cuir s'était considérablement améliorée -- les valeurs de l'ACR ayant triplé dans chaque cas. Une valeur positive limitée de l'ACR du secteur des chaussures a été également enregistrée en 1995. La situation des textiles et des boissons a continué de se détériorer, mais l'indice de l'ACR pour l'ensemble du secteur manufacturier laissait entrevoir des signes d'espoir, passant de - 51,7 pour cent en 1976 à - 41,1 pour cent (soit une augmentation d'environ un tiers).

Tableau 3. Indices de l'ACR en Afrique, hormis l'Afrique du Sud, 1976-1995 (pourcentage)

		1976	1986	1995
311-12	Transformation alimentaire	37,1	13,7	- 0,9
313	Boissons	- 22,7	- 33,4	- 50,1
314	Tabac	- 61,8	- 64,9	- 72,7
321	Textiles	- 59,5	- 55,3	- 67,1
322	Habillement	- 20,6	25,0	81,0
323	Produits du cuir	- 8,	6,1	23,1
334	Chaussures	- 26,4	- 11,2	6,2
331	Produits du bois	- 26,8	- 32,8	- 24,1
332	Mobilier	- 36,7	- 32,9	- 12,2
352	Autres produits chimiques (engrais par approximation)	- 81,5	- 100,9	- 91,1
369	Autres minéraux non métalliques	- 167,5	- 199,9	- 99,0
	Total production manufacturière	- 57,7	- 45,1	- 41,1

Source : ONUDI (1997b).

Par ailleurs, la situation globale telle que décrite aux Tableaux 1 et 3 cache beaucoup de variations. Il ressort, ce qui suit :

- a) Les branches dans lesquelles la plupart des pays africains ont des coûts d'avantages comparés positifs sont la transformation alimentaire (plus de la moitié des pays pour lesquels des données étaient disponibles avec des valeurs positives de l'ACR dans ce secteur), les produits du cuir et les chaussures, les produits du bois et le mobilier. En 1995, la quasi-totalité des pays africains de l'échantillon avait des valeurs positives de l'ACR soit pour les cuirs et les chaussures, soit pour le bois et le mobilier.
- b) La compétitivité internationale dans les industries du cuir, du bois et du mobilier a augmenté au cours de la période 1976-1995. L'ACR maximum a augmenté pour plusieurs pays et le nombre de pays ayant un ACR positif a